



Groupe Ecologie et Solidarités du Département de la Gironde
Communiqué de presse - 29 janvier 2024

Séance plénière du Conseil départemental -
Débat d'Orientations Budgétaires et crise agricole

À l'occasion du Conseil départemental de la Gironde, ce lundi 29 janvier 2024, les élu.e.s du Groupe Écologie et Solidarités ont plaidé pour une réhabilitation de la dette et réaffirmer leur soutien aux agricultrices et agriculteurs à travers le vote de la motion présentée par la majorité.

Irresponsables fiscalement, nous devrions être responsables financièrement ?

Sans pouvoir de taux et en manque de recettes qui nous sont dues par l'État, le pilotage de nos politiques se fait par la dépense, la situation n'est pas tenable. Si le Département continue de faire, avec un budget malgré tout conséquent, de **1,8 milliards d'euros de fonctionnement et de 270 millions d'euros d'investissements**, il pourrait encore davantage répondre à l'urgence climatique et sociale si l'État nous en donnait les moyens.

Après avoir rappelé le récent rapport Pisani-Mahfouz sur les incidences économiques de l'action pour le climat, **Laure Curvale, Co-présidente du groupe et Vice-Présidente chargée de la Transition écologique et du Patrimoine**, a conclu :

“Il est urgent de réhabiliter la dette, il n'y a pas de mauvaise dette verte, il n'y a que des investissements d'avenir pour garantir le maintien d'une planète habitable et une santé globale.”

Motion pour “exiger un revenu digne pour les agricultrices et les agriculteurs”

Depuis plusieurs jours, les agricultrices et agriculteurs manifestent partout en France et notamment en Gironde pour revendiquer des revenus convenables à la hauteur du travail fourni et une revalorisation de l'image de leur profession.

Le modèle actuel qui favorise l'agro-industrie, les géants de l'agro alimentaire et la grande distribution, n'est pas tenable à long terme. Il n'est pas possible d'accepter qu'un agriculteur ou une agricultrice travaille à perte ! Tous les secteurs d'activité perçoivent une rémunération équitable au regard du travail fourni. Ce doit être le cas pour l'ensemble des agriculteurs et agricultrices, en garantissant des prix rémunérateurs minimum basés sur les coûts de production.

“C'est l'avenir de l'agriculture qui se joue maintenant et avec elle, notre liberté, notre auto-suffisance alimentaire, notre santé, notre capacité à nous nourrir, ainsi que les générations futures, malgré le double défi posé par le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité.” Eve Demange, conseillère départementale en charge des fermes Gironde Alimen'Terre.

Une politique agricole sociale et écologique est la seule solution d'avenir pour les agriculteurs et agricultrices. C'est pourquoi, le groupe a co-porté avec la majorité la motion en soutien aux agricultrices et agriculteurs.